

« La rue est un espace de pouvoir pour les dominés »

À l'occasion de la journée de mobilisation et de grève pour défendre la retraite, ce jeudi, Christophe Patillon, historien au Centre d'histoire du travail à Nantes, se penche sur l'histoire de la manif.

Entretien



Christophe Patillon, historien au centre d'histoire du travail à Nantes

(CRÉDIT PHOTO : OUEST-FRANCE)

La manif n'est pas morte ?

Non. Elle fait partie du répertoire d'action du monde ouvrier, salarié. Si on ne la juge plus indispensable, que reste-t-il aux travailleurs pour faire entendre leur voix ? La rue est un espace de pouvoir pour les dominés, ceux d'en bas... Pour montrer qu'on n'est pas abattu, qu'on n'entend plus se laisser faire, qu'on fait corps. On le voit avec le mouvement des Gilets jaunes où des milliers de personnes descendent dans la rue, en dépit des risques.

Pourtant, les organisations syndicales sont plus que jamais

ne s'installent plus.

Cela dit, la capacité de mobilisation des syndicats est en baisse depuis plusieurs années ?

Ils demeurent quand même des structures capables de mobiliser. Ils présentent moins car le salariat s'est fragilité avec les CDD, l'intérim, la sous-traitance. Les grandes concentrations ouvrières, bastions de contestations sociales, ont disparu. Les travailleurs sont davantage isolés. D'ailleurs, les Gilets jaunes ont fait du lien social en bouffant des merlins sur les ronds points. Mais ils ne sont plus en contact avec les syndicats, perçus comme des défenseurs de salariés protégés de grosses boîtes, moins exposés. Et puis, les employés qui ont remplacé les métallos, ont peu de culture revendicative.

Quelles sont les alternatives à la protestation de rue ?

Si les travailleurs n'ont plus le sentiment que l'action sociale paie, que font-ils ? Ils peuvent mettre en place des stratégies de perturbations ou de

sabotage, développer des formes d'action plus violentes. Ça peut virer à « l'émeute », au contact physique avec les forces de l'ordre, à la transgression.

Mais la violence n'est pas nouvelle ?

Non. Sans elle, est-ce qu'en mai 1968, les manifestants auraient obtenu les mêmes choses. Et en 1936, il y avait aussi une grande violence, les usines étaient occupées. C'est toujours compliqué de savoir si elle aide à obtenir quelque chose. La lutte des Contintental, en 2009, sans violence, n'aurait sans doute pas abouti au même plan social (N.D.L.R. : l'usine de pneumatiques, à Clairoix, dans l'Oise, a fermé après un dur conflit social). On peut toujours le regretter après. La violence, c'est le lot de tout mouvement social d'ampleur, mais on ne peut pas le réduire à ça.

Recueilli par
Marylise COURAUD.



Le 12 mai 1994, manifestation à Nantes, pour défendre la sécurité sociale et le service public.

(PHOTO : CENTRE D'HISTOIRE DU TRAVAIL (CHT))

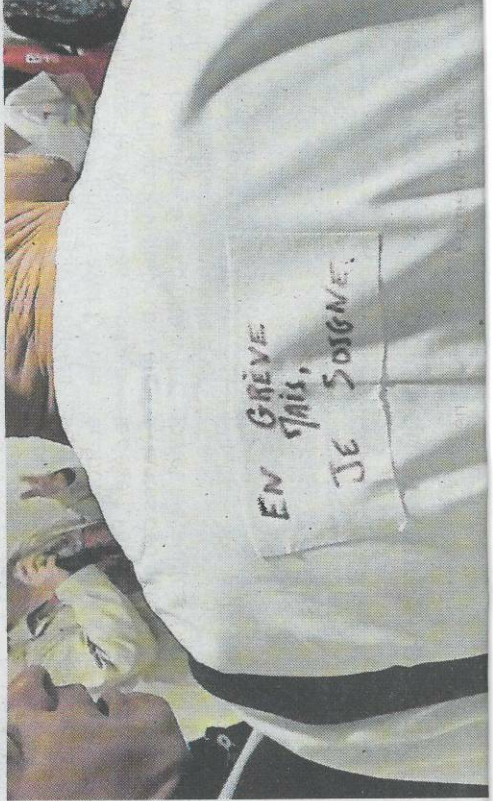
Au CHU, les assignés au travail ralent

« Assignations abusives », selon des personnels

Les personnels des blocs opératoires du CHU de Nantes sont agacés. Beaucoup ont déposé un préavis de grève pour défilé dans la rue, mais ils ne le pourront pas. Ils sont assignés au travail. Au nom des urgences et de la continuité du service public de soins.

« La direction du CHU nous enlève notre droit de grève par des assignations abusives », affirment-ils.

Bien décidés à ne pas se taire pour autant, ils ont préparé un texte pour le distribuer aux patients : « Vous avez un rôle à jouer pour nous soutenir. Si votre intervention n'est pas urgente



Pour aller bosser, c'est le système D

Comment faire pour aller au boulot un jour de grève ? À l'arrêt de tram Commerce, ce mercredi en fin d'après-midi, on se prépare. Ils sont plusieurs à avoir anticipé un départ plus matinal. Stan Bethus, infirmier au CHU de Nantes, prévoit déjà de marcher un peu plus que d'habitude. « Je serai contraint de me garer plus loin, bien après Pirmil », dit-il, un peu agacé.

Jacky, enseignant dans un lycée catholique du Nord de Nantes, habite Bouaye. Enseignant en Bac pro mécanique, il opte pour le vélo. « J'ai trop peur des bouchons, alors je vais parcourir Bouaye-Nantes à bicyclette ». Dès le matin, 17 km, il

entreprise agro alimentaire, à Saint-Sébastien-sur-Loire, s'est organisé avec ses collègues pour faire du covoiturage. « Depuis mardi, on a mis en place un système d'agenda partagé pour remplir les voitures. Ça marche bien. » À la gare, aussi, on prend ses précautions. Devant les bornes automatiques, c'est l'affluence. Moins de trains en circulation jusqu'à dimanche. Alors, là aussi, il faut prévoir. Emmanuelle veut se faire rembourser son billet de train. Elle travaille dans le commerce et doit se rendre à Lyon. « Comme il n'y a aucun train jusqu'au 8, je pense prendre un BlaBlaCar. » Finalement, ce sera l'événement.